

LA VÉRITÉ

ORGANE DE LA LIGUE COMMUNISTE (OPPOSITION DE GAUCHE)

EN PASSANT PAR STEEG

De Tardieu-Laval à Laval-Tardieu

Après quarante jours d'existence, le ministère Steeg a été mis en minorité à la Chambre des Députés sur une question significative : la politique agricole. Cela est très révélateur de la crise dans laquelle la bourgeoisie française est actuellement. Devant la catastrophe économique mondiale, les capitalistes français veulent sauver leur part de profit à tout prix. Par le jeu des droits de douane, ils veulent tenter encore de protéger sur le marché intérieur les intérêts des agrariens. Mais, d'autre part, les groupements financiers et industriels cherchent à échapper à la dépression économique en laissant sacrifier au besoin ceux qui sont liés à l'agriculture.

En un mot, la crise impose aux différents groupes bourgeois une concurrence pour maintenir leur propre part de profit diminuée par les effets de la crise, pour regagner la diminution de profit qu'ils subissent sur le dos du prolétariat. Cela entraîne inévitablement des frictions qui se sont fait jour tout à fait nettement lors de la chute de Tardieu, du ministère Steeg, et de la constitution du nouveau ministère Laval.

En 1929-30, le ministère Tardieu a reflété les aspirations du grand capital financier et industriel en période d'essor économique. Mais déjà, depuis le mois de septembre 1930, Tardieu et son équipe subirent les coups de la crise mondiale qui faisait irruption en France. Tous ses discours sur la prospérité se transformèrent en phrases timides sur les mesures que comptait prendre le Gouvernement pour protéger les producteurs paysans en particulier. La chute de Tardieu fut entraînée par ces mesures, dont les résultats, tels que celles de nombreuses autres banques, ne purent pas supporter la continuation de la dépression boursière.

Le ministère Steeg marqua un effort pour adapter une politique de défense, pendant la crise, surtout au profit des capitalistes agraires et coloniaux. Mais ses manœuvres échouèrent par suite des nouvelles contradictions qui fait surgir la crise. Dans son ministère, Léon Meyer se fit, pour « l'opinion publique », le défenseur des petits paysans contre les gros (Boret voulait une hausse du blé qui favorisait la spéculation). Des incidents qui surgirent, les groupements qui soutiennent Tardieu saisirent l'occasion pour renverser le ministère. Laval succède à Steeg, et il tentera, lui aussi, de remédier aux effets les plus immédiats de la crise, en servant avec empressement les groupes capitalistes qui le soutiennent.

Un trait caractéristique du ministère actuel et du précédent, c'est leur masque démagogique. Le ministère Steeg se donna l'apparence d'un ministère « de gauche » ; il libéra Marty et Duclos. Il voulait semer les illusions dans la classe ouvrière qui commence à fermenter. Le ministère Laval, par la personnalité de l'aventurier Laval lui-même, se donne aussi un air démagogique : c'est-à-dire qu'il va tenter de servir de paravent à la vaste offensive patronale contre les salaires, à la crise de chômage, qui vont en se développant.

Avec l'approfondissement de la crise, avec les frictions entre les différentes couches de la bourgeoisie, avec l'offensive contre la classe ouvrière et l'impénétrabilité d'une riposte de la part du prolétariat s'ouvre une période d'instabilité non seulement économique, mais aussi politique pour le capitalisme. Dans cette situation, la bourgeoisie mettra en avant ses représentants les plus capables de jeter des illusions dans la classe ouvrière, tout en poursuivant la plus féroce répression à l'usine et dans la rue. Laval était ministre du Travail de Tardieu. Maintenant, c'est Tardieu qui est ministre de l'Agriculture de Laval. Ce changement illustre deux phases de la crise. En juillet-août 1930, Laval a négocié avec Jouhaux la liquidation des grèves du Nord pour le compte de Tardieu. Maintenant, Laval fera la même politique, avec plus de définitivité, à la tête du gouvernement — toujours pour le compte de Tardieu qui reste le représentant authentique de la grande bourgeoisie dans le nouveau ministère.

Une fois de plus, la direction du parti néo-stalinien la situation. Elle considérait le ministère Tardieu comme un gouvernement fasciste ; le ministère Steeg aussi ; le ministère Laval de même. Elle n'aperçoit pas le déroulement de la crise au sein de la bourgeoisie. L'Humanité du 27 janvier écrit en un même temps : « Tous (les bourgeois) sont partisans de la formule de la conciliation, de la détente et de la conciliation... Mais, car il y a un mais, il y a les masses mécontentes et en effervescence, il y a l'essor révolutionnaire du mouvement ouvrier ». Ainsi, selon

F. Bonte, c'est l'offensive du prolétariat qui empêche la constitution d'une « union nationale » de la bourgeoisie pour sa défense dans la crise. Il ne s'aperçoit pas que les contradictions objectives entravent la constitution d'une formation politique englobant toutes les tendances de la bourgeoisie, et que plus le prolétariat mène l'offensive, plus il approfondira la crise, plus les groupes bourgeois useront alternativement de la force brutale, extra-légale, et de la démagogie. Mais Bonte lui-même ne s'aperçoit-il pas que notre Parti, qui doit organiser la combativité des masses, n'est même pas intervenu, tout au long de cette crise, — au Parlement ? Si nous participons au Parlement, c'est pour user de sa tribune. Mais les députés du Parti se sont tus. Après avoir sauvé une fois le ministère Steeg en s'abstenant d'un scrutin, ils se sont bornés à voter contre lui dans un autre — qui le fit tomber. Plus une fois il ne s'est intervenu pour exposer le point de vue communiste dans la crise.

Quant à « l'essor révolutionnaire du mouvement », il n'est pas, actuellement, au niveau où Bonte le voit. La poussée prolétarienne reste le facteur fondamental de l'orientation de la crise, mais elle n'a pas encore acquis le caractère décisif. Comme nous l'avons dit, une certaine fermentation est à son début, et le parti doit l'orienter, en analysant justement la situation, en proposant les moyens de lutte adaptés. Mais cela ne signifie pas qu'aujourd'hui les formations gouvernementales de la bourgeoisie soient orientées avant tout.

Nous n'en sommes pas là. Il faut examiner la situation de sang-froid. Il faut dire que si le Parti communiste et les syndicats unitaires n'organisent pas une vigoureuse riposte, c'est la bourgeoisie qui conservera l'offensive, qui réalisera la baisse des salaires, la diminution du niveau de vie des ouvriers. Laval montre qu'il veut mettre un gant de velours sur la main de fer capitaliste, qu'il veut aider la bourgeoisie à réaliser « habilement » l'attaque contre la classe ouvrière. Il est l'heure de réagir.

Demain, le ministère Laval aussi sera en proie aux contradictions qui ont sapé le précédent ministère. C'est à nous communistes, à montrer au prolétariat le chemin de la victoire à travers ces contradictions.

Justice prolétarienne Le cas Ghezzi

La presse anarchiste a mis au premier plan, depuis quelque temps le cas de Ghezzi, anarchiste italien emprisonné en U.R.S.S. L'Humanité s'est contentée de résumer en parlant « d'activité antisoviétique », etc... Mais les oppositionnels de gauche ne peuvent se contenter des réponses de l'Humanité.

Ghezzi est un ouvrier révolutionnaire italien, anarchiste-communiste. Il participa à la lutte contre le fascisme en Italie, fut contraint de fuir en Allemagne, et ne put de nouveau échapper aux bourreaux qu'en recevant asile en U.R.S.S. Il y travailla comme ouvrier, et n'y abandonna point ses idées.

En 1928, il fut arrêté par la G. P. O. ; il est toujours enfermé à Souzdal, dans les conditions les plus misérables, promis à la mort comme tant d'autres.

L'opposition communiste de gauche doit s'exprimer à ce sujet. Il est parfaitement exact que des anarchistes aient commis et puissent commettre des actes dirigés contre la dictature prolétarienne. Dans ce cas, il faut les juger. Il existe des codes de justice prolétarienne, en U.R.S.S., élaborés dans les premières années de la révolution. Si le gouvernement soviétique estime nécessaire de déférer devant les tribunaux soviétiques des anarchistes, il doit apporter des preuves, obtenir une condamnation, et observer un régime des prisons compatible avec la dictature prolétarienne.

Or, l'appareil stalinien a apporté aussi ses ravages dans la justice de classe. Il a remplacé les tribunaux soviétiques par la justice administrative, discrétionnaire, de la G. P. O. C'est contre cela que nous protestons de toutes nos forces. Si Ghezzi est coupable, il doit être jugé. Le gouvernement soviétique doit apporter des preuves de sa culpabilité. Sinon, il doit être libéré.

En ce qui concerne les bolcheviks-léninistes emprisonnés ou déportés (opposition de gauche) nous ne demandons pas qu'ils soient jugés. Leur activité, leur point de vue, sont ceux de l'avant-garde de la dictature prolétarienne. Nous exigeons leur libération immédiate leur rappel au travail du Parti et des soviets, leur réintégration dans le Parti communiste.

A bas la justice administrative ! Vive la dictature du prolétariat !

CONTRE LA TERREUR BLANCHE

EN LITHUANIE trois-cents emprisonnés menacés de mort

Selon les dernières nouvelles qui nous sont parvenues, dans les prisons lithuanienes, les combattants révolutionnaires du prolétariat lithuanien ont déclaré la grève de la faim. Les prisonniers politiques dans toutes les maisons de détention et dans toutes les prisons de Lithuanie participent dans leur ensemble à cette grève.

Depuis la proclamation de l'indépendance de l'Etat lithuanien, qui compte environ deux millions d'habitants, le mouvement ouvrier y est baillonné et opprimé. Le Parti et les Jeunesses communistes sont interdits. La moindre tentative de défendre les intérêts du prolétariat et de la paysannerie pauvre est suivie des pires représailles. L'adhésion au P. C. ou aux J. C. est punie de dix à quinze ans de prison, parfois même de prison perpétuelle ou de bagnes. De jeunes ouvriers ou ouvrières qui distribuent des tracts ou chez qui on en trouve sont punis de 5 à 10 ans de prison. Les emprisonnements se montrant insuffisants, des ouvriers et des adolescents de 16 à 17 ans ont été battus et martyrisés. Le traitement des prisonniers politiques peut seulement se comparer à l'inquisition médiévale.

A coups de crosses de fusil, de matraques, de cannes et d'autres instruments, des centaines de révolutionnaires ont été martyrisés par la police politique. Cela se passe dans un pays qui adhère à la S. D. N., qui représente selon la pensée des social-démocrates le dernier mot de la démocratie du vingtième siècle.

Le rôle des prisons

Ces tortures ne suffisent pas. Le Gouvernement de la clique militariste et des gros agrariens veut exterminer lentement les emprisonnés. Le régime intérieur est ainsi établi que dans les cas les meilleurs, les prisonniers deviennent invalides au bout de quelques années. La tuberculose, les maladies de cœur, les rhumatismes et autres maladies sont largement répandues parmi les prisonniers. La nourriture se compose de soupe, de fèves, de pain et de café noir. Les cellules, calculées pour quatre à six personnes, sont occupées par douze à quinze et jusqu'à dix-huit prisonniers. La plus petite protestation des prisonniers torturés reçoit pour réponse l'envoi dans un sombre cachot. Les prisonniers sont maltraités bestialement. Par exemple, dans la maison de détention d'Ukmerge, des ouvrières révolutionnaires ont été mises à nu par de sadiques fascistes et frappées au sang jusqu'à perte de connaissance.

Ces conditions ont contraint les prisonniers d'employer leur dernier moyen de défense, la grève de la faim. Aucune prison ne connaît autant de grèves de la faim que les prisons lithuanienes.

(Lire la suite en 3^e page.)

EN GRÈCE manifestation commune du P. C. et de l'opposition

Nous donnons ci-dessous des extraits de lettres adressées par nos camarades « archimandrites ». La lutte héroïque menée par les communistes contre la terreur que les lettres nous décrivent avec tant de simplicité, doit être soutenue rapidement et énergiquement par les prolétaires de ce pays. Il faut faire connaître ces événements dans toutes nos organisations ; il faut attirer sur eux l'attention des travailleurs ; il faut faire appel aux travailleurs pour que leur solidarité se manifeste avec puissance.

Comme dans toute l'action révolutionnaire en Grèce, oppositionnels de gauche (archimandrites) et membres du Parti, tombent frappés par le même ennemi.

LES EPISODES DE LA MUTINERIE DE KALPAKI

Lettre de nos camarades grecs

Les incidents pour lesquels furent condamnés les soldats se sont passés comme suit :

L'après-midi du 1^{er} septembre 1930, le soldat Vlatas du détachement de Merzani (à 70 kilomètres de Janina) s'est plaint des heures excessives de travail et a refusé de se rendre au travail. L'officier Fatouras l'appela, l'isola des autres soldats, et l'envoya en prison à Janina. Pour éviter un refus d'obéissance, il se garda d'envoyer les autres soldats au travail ce soir-là, de crainte de voir les camarades de Vlatas se solidariser avec lui. Le lendemain, à l'appel, tous se sont présentés, exceptés les camarades communistes qui ont refusé de se présenter au travail, en disant au sergent qu'ils expliqueraient les raisons de leur refus à l'officier. Fatouras vint bientôt suivi d'une garde armée. Trois soldats seulement furent intimidés par la venue de Fatouras et se rendirent sur le lieu de travail. Les autres ont renouvelé leur protestation, condamnant des heures de travail et contre l'oppression des camarades Vlatas ; ils ont déclaré qu'ils ne se rendront pas au travail tant que le camarade Vlatas ne sera pas libéré et que les heures de travail ne seront limitées. En guise de réponse, Fatouras sortit le revolver d'une main et de l'autre il attrapa le soldat Adamapoulos qui remit entre les mains de la garde. Il essaya de faire la même chose au soldat Markovitis, mais ce dernier se jeta sur l'officier, attrapa la main qui tenait le revolver, pendant que le soldat Panoussis retenait l'officier par derrière.

Un instant l'officier réussit à libérer sa main ; il dirigea son revolver contre Markovitis ; atteint à la tête ce dernier s'écroula, perdant le sang.

Voilà, en quelques mots, les faits pour lesquels, au lieu de condamner Fatouras, on condamna les deux soldats Panoussis et Markovitis à mort et les autres aux travaux forcés ou à plusieurs années de prison.

La lutte de l'opposition communiste de Grèce contre l'odieuse condamnation de Kalpaki

Le 12 janvier, à ce lieu la révision du procès des soldats de Kalpaki devant la Cour d'appel d'Athènes. La semaine précédente nous avons appelé les ouvriers et les étudiants d'Athènes à intervenir pour faire pression sur la décision de la Cour pour la libération des condamnés.

(Lire la suite en 3^e page.)

POLITIQUE COMMUNISTE

Front unique et Unité

La Vérité a déjà écrit plus d'une fois sur ce sujet et combattu le Comité d'Unité de Chambelland, Monatte, Zyromski, Dumoulin, et autres. La lutte contre ces messieurs et leur Comité d'Unité est un devoir pour chaque communiste. Le Comité d'Unité a fait certains progrès dans un temps assez court et surtout il a réussi à jeter de la confusion dans les rangs de la C. G. T. U. et dans la classe ouvrière. Cela lui a réussi à cause de la mauvaise politique du P. C. dans la C. G. T. U. et à cause de la position équivoque prise par le Parti sur le problème de l'Unité.

Chaque ouvrier qui a connaissance des thèses et résolutions des premiers Congrès de l'U. C. sur la question syndicale sait que nous, communistes, sommes pour l'Unité du mouvement syndical sur la base de la démocratie syndicale, c'est-à-dire que tous les courants du mouvement ouvrier peuvent s'y trouver, s'y organiser en fraction et y lutter pour leur influence sur la politique syndicale. Cette position reste encore valable pour nous aujourd'hui. Ces messieurs qui nous proposent aujourd'hui leur « Unité » et qui veulent nous présenter comme des adversaires de l'Unité syndicale se trompent s'ils croient que la classe ouvrière a oublié comment ils ont « respecté » l'Unité quand ils se sont aperçus que l'aile révolutionnaire gagnait la confiance des ouvriers syndiqués. Tous savent que des syndicats entiers et même des fédérations ont été exclus, que Dumoulin et ses partisans ont amené des malfaiteurs au Congrès de Lille, pour se débarrasser de la tendance révolutionnaire. Les syndicats exclus par les réformistes, et ceux qui se sont solidarisés avec les exclus ont formé la C. G. T. U.

Celle-ci s'est constituée sur l'unique base compatible avec l'Unité, celle qui reconnaît le libre jeu des tendances dans l'organisation syndicale. La majorité des membres de la C. G. T. U. a confié la direction de cette organisation aux communistes. C'est leur droit que personne ne peut leur contester. L'Unité de Dumoulin et Cie veut seulement enlever aux ouvriers le droit de confier la direction de leurs syndicats aux communistes. La fausse politique du P. C. dans ces dernières années et ses applications bureaucratiques ont seules pu dissimuler la base unitaire de la C. G. T. U. et permettre à des policiers à la Dumoulin, de spéculer là-dessus.

Aujourd'hui, en France, le mouvement syndical est tendu. Nous, communistes, sommes les seuls à lutter véritablement pour son unification parce que la classe ouvrière n'a pas d'intérêt à être divisée, que cela sera son ennemi de classe. La question se pose donc

pour tous ceux qui veulent sérieusement l'Unité « Comment l'Unité peut-elle se réaliser quand, pendant des années, les dirigeants de la C. G. T. U. ont dressé leurs adhérents contre la C. G. T. U. et que dans le même temps, les dirigeants de la C. G. T. U. ont, par la théorie du « social-fascisme » présenté les ouvriers de la C. G. T. U. comme des fascistes. Pour que l'Unité devienne réalisable, il faut que s'efface l'hostilité qui existe entre les ouvriers des deux Centrales. Nos « champions de l'Unité » nous offrent comme remède la tenue d'un Congrès commun et tout s'arrangera. Ces messieurs veulent résoudre la question de l'Unité par des combinaisons parlementaires de congrès. Ils ne veulent pas comprendre que la question de l'Unité est résolue par les ouvriers dans la lutte de classes, quand ils reconnaissent leurs dirigeants et stigmatisent les traites. Ils ont suffisamment de raisons de ne pas vouloir comprendre cette vérité.

La classe ouvrière française doit aujourd'hui tendre ses efforts pour se défendre contre l'agression capitaliste qui diminue ses salaires, la réduit au chômage, augmente le coût de la vie, en un mot abaisse son niveau de vie. Dans cette situation, il est indispensable pour la défense de leur niveau de vie. Dans la lutte contre la bourgeoisie, par le front unique, l'hostilité cessera entre les ouvriers unitaires et confédérés, et ils reconnaîtront pour dirigeants, les communistes, et comme traites, les opportunistes de toute nuance, ils se conviendront par leur propre expérience qu'il n'est pas d'intérêt à être divisés et ils se regroupent sur la base unitaire primitive de la C. G. T. U.

Nous appelons aujourd'hui tous les travailleurs à réaliser le front unique, parce que cela correspond le mieux à leurs besoins et parce que c'est la seule voie de l'Unité. Les comités d'Unité artificiellement construits ne donneront rien d'autre que de nouvelles divisions dans la C. G. T. U. et un affaiblissement des forces combattives du prolétariat. Au contraire, l'Unité qui sera forgée dans la lutte commune, sera la seule viable et utile à la classe ouvrière.

Le front unique n'est pas opposable à l'Unité. Réaliser le front unique ce n'est pas s'installer dans la scission, mais c'est immédiatement s'opposer à l'offensive capitaliste, c'est unifier la résistance prolétarienne et réaliser concrètement l'Unité de lutte révolutionnaire. Suivre Dumoulin, c'est poursuivre la scission dans la C. G. T. U.

Un message des marins indo-chinois au prolétariat de la métropole

Un bourreau en retraite, le général Noguès, appelle sans détailance aux effusions de sang en Indochine. C'est dans la feuille de provocation l'Ami du Peuple que hurle à la mort cette sanguinaire ganache. Dans un récent article, il nous apprend comment « l'héroïque » raid d'aviation par lequel l'assassin Pasquier illustra sa venue à Paris se réduisit en réalité à une fuite lâche et honteuse.

D'après le général provocateur, le gouverneur du paquebot Claude-Chappe sur lequel le gouverneur venait de s'embarquer à Hai-Phong refusa le service lors du départ du navire, à l'heure où le commandant du bord le manœuvrait : « Examiné, on le trouva magnifiquement saboté, secteurs de fonte brisés, servo-moteurs, pistons, cylindres faussés, coins de fonte et de bois astucieusement placés. Très bel ouvrage bolcheviste accompli avec la complicité évidente d'une bonne partie de l'équipage indigène par un mécanicien annamite venu à bord en cachette... »

L'assassin Pasquier gagne alors Saigon pour prendre l'Albatros II : « Craignit-il un nouvel incident sur ce nouveau navire ? Reçut-il un renseignement inquiétant ? Toujours est-il qu'il se décida brusquement à rentrer par la voie des airs. La solution en apparence la plus périlleuse était peut-être la plus sûre ».

Ces révélations peuvent ne pas être de pures provocations basement policières, bien qu'on les trouve sous la plume du général Noguès. Elles nous montrent le bourreau de l'impérialisme, l'homme qui a livré aux mitrailleuses de la légion, aux bombes de l'aviation, au coutelet de la guillotine des milliers de travailleurs indo-chinois qui fuient devant son destin, plus inquiété qu'on ne croyait de ses crimes, poursuivi par la menace de subir ce que, avec l'écrivain Kisch, nous appellerons sa mort naturelle.

Mais elles valent pour nous plus encore parce qu'elles témoignent de l'active solidarité de classe par laquelle, obscurément encore, s'est manifestée la « complicité évidente d'une bonne partie de l'équipage indigène » que dénonce avec rage Noguès, non pas complice, mais ordonnance des financiers Homberg et Fontaine. De même, l'autre fait qu'il rapporte : l'équipage du pa-

quebot *Clay-le-Ridau* réussit à faire débarquer le médecin du bord contre lequel il avait des griefs.

L'assassin Pasquier est maintenant auprès de ses chefs et de ses commentateurs. Il reçoit ses ordres pour de nouvelles crimes. Le pouvoir qui sert est l'impérialisme français. C'est ici la résidence des exploités, le quartier général des bourreaux, le centre d'où partent les troupes, la police et la guillotine et où reviennent les dividendes. Face à ces conseils où se préparent de nouveaux carnages, pour le soutien de nos frères d'Indochine en lutte contre l'impérialisme qui égorge les travailleurs de là-bas et exploite les travailleurs d'ici, communistes, ouvriers révolutionnaires, fomentons la vigoureuse agitation de solidarité par laquelle se manifestera enfin la nécessaire « complicité évidente d'une bonne partie » du prolétariat de la métropole.

GIAL-PHONG.

EN ALLEMAGNE La démagogie nationale-socialiste

Ce n'est pas par hasard que les fascistes allemands s'appellent « nationaux-socialistes ». Les leçons socialistes sont profondément caractérisées dans le prolétariat allemand. Les formes et le degré d'organisation du prolétariat allemand sont plus élevés que dans tout autre pays capitaliste. Aussi grandes sont les traditions et les expériences du prolétariat allemand dans ses luttes économiques et politiques contre la bourgeoisie.

Les fascistes emploient en Allemagne le mot « socialiste ». Ils espèrent par ce moyen pouvoir s'approcher plus facilement des ouvriers allemands empoisonnés par le marxisme. Leur tâche principale, que leur ont confiée les magnats de l'industrie lourde, est de détourner le prolétariat de la lutte de classes et de détruire les organisations prolétariennes. La bourgeoisie allemande comprend la nécessité pour les fascistes allemands d'employer des phrases radicales. Elle sait bien que ce moyen est indispensable dans la lutte pour la destruction des forces prolétariennes. C'est pourquoi le fascisme allemand, entretenu financièrement par les magnats de l'industrie lourde, peut se permettre d'agiter des phrases radicales.

Dans le *Völkischen Beobachter* (15 jan-



Sous le voile de la civilisation européenne (Pravda)

Dans l'Internationale Communiste

Au seuil de la troisième année du plan Quinquennal

LETTRE DE MOSCOU

Le pivot autour duquel tourne toute la vie économique et politique de l'U.R.S.S., c'est la réalisation des soi-disant « chiffres de contrôle » qui découlent du plan quinquennal d'industrialisation. Dans sa forme initiale, notre premier plan quinquennal portait des traces de défiance d'un côté et de l'autre, des traces de la sous-estimation des possibilités créatrices du prolétariat, peut-être aussi des traces de sabotage. Par contre, ultérieurement, ce plan quinquennal était soumis quotidiennement à toutes sortes de « précisions » partielles qui ont réajusté en fin de compte toute l'affaire à la réalisation selon ce « plan » du développement désordonné de l'économie industrielle et agricole de l'U.R.S.S. Ce désordre qui se trouve à la base même du plan, provoque dans les différents stades de sa réalisation des crises et des ruptures graves. Dans les conditions de nos rythmes véritablement héroïques et de la tension extrême, quand les organismes syndicaux du Parti et économiques font tout pour pressurer les ouvriers et pour obtenir l'impossible, la seule issue de ces crises c'est encore et toujours presser. En fin de compte, la faute pour les ruptures dans le plan est rejetée sur des militants de base qui n'ont « pas compris », etc.

Dans les conditions de lutte avec le danger principal — la déviation de droite et le « trotskisme » — il est visible que difficile d'entreprendre la révision de la ligne directrice du parti et ainsi ébranler la confiance des masses ouvrières en la justice de la ligne générale du C. C. Cependant, le nouveau tournant se pose à l'ordre du jour par la situation même. Si notre presse ne résume pas les résultats de la deuxième année du plan quinquennal, il n'est un secret pour personne que la « non-réalisation » du plan industriel et financier (c'est-à-dire le plan quinquennal appliqué à une usine pour une année) fut l'événement caractéristique pour tout l'exercice 1929-30. Là, on n'a pas tenu compte dans les chiffres de la non-réalisation de la baisse du prix de revient, ainsi que de l'attribution de la qualité de la production.

Nous sommes chaque jour sous l'impression douloureuse que le problème de la lutte de classes, le problème de construction du premier état prolétarien, se trouve en fait devant nous, se pose à l'ordre du jour avec toutes les conséquences et les dangers qui en découlent pour l'U.R.S.S., aussi bien que pour les partis frères de l'étranger.

Quand on entend l'opportunisme avéré, le drolier de la plus belle eau qui a perdu le contact avec la révolutionnaire, prononcer un discours farci de phrases toutes faites de la Pravda, on se rappelle le commis qui prononce son discours en l'honneur de son patron à l'occasion de son jubilé, en se servant d'un manuel spécial avec des textes de discours tout faits de félicitations, des toasts et des discours pour toutes les occasions de la vie.

La situation est malheureusement telle qu'on peut maintenant facilement édifier un recueil de ce genre (des discours à compléments du point de vue de classe, à base de toutes les opportunités, à base de tous les mensonges et de toutes les faussetés). Il ne semble que la troisième année du Plan Quinquennal sera d'une « non-réalisation » de plus en plus « historique » et qu'elle sera le point culminant dans le destin de la bureaucratie et de l'appareil de l'Etat-major de la révolution mondiale. La dégénérescence de l'appareil du Parti, d'une part, et la fasciation de l'Europe, d'autre part, créeront cette situation dans laquelle l'actif révolutionnaire du prolétariat sera obligé de reconstruire son appareil pour d'autres buts que ceux que se pose l'appareil actuel. Je me représente ce tournant dans les conditions de la lutte révolutionnaire active en Europe et ce moment viendra.

La purification de l'appareil est très importante liée avec les mots d'ordre du « socialisme dans un seul pays », c'est-à-dire le jeu de « l'étatisme » prédominant qui réduit la lutte révolutionnaire à la lutte semi-défensive.

La marche triomphale de la révolution sociale ne peut exister, (Vol. XV, p. 176).

Quelques semaines après, Lénine disait encore :

« Le fait que nous sommes retardataires nous a poussés en avant, nous pérorons si nous ne savons pas tenir jusqu'au moment où nous rencontrerons le puissant appui des ouvriers allemands... » (Vol. XV, p. 187, souligné par nous.)

Mais peut-être cela était-il dit en substance particulièrement l'influence de la crise de Brest-Litovsk ? Non, en mars 1929, Lénine répète de nouveau :

« Nous vivons non pas seulement dans un Etat, mais dans un système d'Etat ; on ne peut concevoir qu'une République Soviétique existe pendant un long temps à côté d'Etats impérialistes. En fin de compte l'un ou l'autre vaincra. » (Vol. XVI, p. 162.)

Un an après, le 7 avril 1930, Lénine rappelle encore :

« Le capitalisme, et lui en considère dans le monde entier, continue à être plus fort que le pouvoir des Soviets, non seulement militairement, mais aussi au point de vue économique. C'est justement contre ce danger que Lénine mettait en garde. Mais sur cette question je n'avais même pas l'impression d'un désaccord avec Lénine. J'écrivais dès lors :

« Qu'un pays ne doive attendre » les autres dans sa lutte, c'est là une pensée élémentaire, qu'il est utile et nécessaire de répéter pour qu'on ne puisse s'écarter à l'idée de l'action internationale parallèle celle de l'action internationale dans l'attente. Sans attendre les autres, nous commençons à nous continuer à l'idée sur le terrain national en ayant la certitude parfaite que notre initiative donnera un coup à la lutte dans les autres pays. » (Trotsky, « 1917 », vol. III, 2^e partie, p. 90.)

Ensuite viennent justement mes paroles qui furent citées lors du VII^e Plénum du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, comme étant l'expression la plus dangereuse du « trotskisme », c'est-à-dire de la « influence » envers les forces internes de la révolution et l'espoir de recevoir un secours du dehors.

« Et si cela (l'extension de la révolution à d'autres pays, L. T.) ne se produisait pas, il n'y a aucun espoir permettant de croire (comme un développement de l'expérience de la Russie révolutionnaire) que l'Allemagne pourrait résister face à une Europe conservatrice, ou qu'une Allemagne socialiste puisse subsister isolée dans le monde capitaliste. » (Trotsky, 1917, vol. III, 2^e partie, p. 90.)

C'est au cours de cette élection et sur deux ou trois autres du même genre que se base la condamnation prononcée par le VII^e Plénum contre le « trotskisme », qui aurait soulevé dans cette « question fondamentale » une attitude « n'ayant rien de commun avec le léonisme ». Arrêtons nous donc un instant pour entendre Lénine lui-même.

Le 7 mars 1918, il dit à propos de la paix de Brest-Litovsk :

« C'est une leçon, car il est absolument vrai que sans révolution allemande nous pérorons. » (Vol. XV, p. 132.)

« Les Etats-Unis d'Europe constituent avant tout une forme, l'unique forme que l'on puisse concevoir de la dictature du prolétariat européen. » (Trotsky, « L'Internationale Communiste », 1917, p. 185.)

« Les Etats-Unis d'Europe constituent avant tout une forme, l'unique forme que l'on puisse concevoir de la dictature du prolétariat européen. » (Trotsky, « L'Internationale Communiste », 1917, p. 185.)

« Les Etats-Unis d'Europe constituent avant tout une forme, l'unique forme que l'on puisse concevoir de la dictature du prolétariat européen. » (Trotsky, « L'Internationale Communiste », 1917, p. 185.)

La Situation aux Indes

Les mouvements révolutionnaires ne cessent de se développer dans l'Inde. Depuis des mois, le gouvernement travailliste combine la double tactique des compromis avec la bourgeoisie hindoue et de la répression sanglante contre le prolétariat.

Les masses paysannes et ouvrières continuent à lutter sans répit et — sans direction. Un certain nombre de faits démontrent actuellement le départ d'une nouvelle lueur d'espoir de la bourgeoisie hindoue des recommandations de la Conférence de la Table Ronde de Londres, la libération de Gandhi et de milliers de prisonniers politiques, la nomination d'un nouveau vice-roi britannique pour l'Inde, et d'autre part, la tentative de l'Internationale Communiste pour créer enfin un Parti Communiste dans l'Inde.

Les tentatives de compromis entre la bourgeoisie anglaise et hindoue ont momentanément abouti à la Conférence de la Table Ronde. Cette conférence avait été précédée de la publication du volumineux rapport de la Commission Simon, envoyée pour enquêter directement dans l'Inde. La Commission Simon avait été boycottée par les masses populaires, et par les couches arrières et moyennes de la bourgeoisie. Son retour eût préconisé une constitution fédérative pour l'Inde, sans que le pouvoir central échappe à la bourgeoisie anglaise. La conférence de la Table Ronde fit un pas de plus : elle accorda que certains organismes du pouvoir central seraient mis entre les mains des Hindous.

A Londres, la bourgeoisie hindoue n'a en somme rien obtenu, sauf des promesses. Il est convenu que l'Inde aura une constitution fédérale, que le gouvernement des provinces sera entièrement remis aux mains de ministres responsables devant les législatures provinciales, mais que le pouvoir central ne sera remis aux Hindous que sous certaines conditions. Or, ces conditions enlèvent toute possibilité de transformation de la bourgeoisie, car elles portent sur l'armée, sur les affaires étrangères, sur les rapports entre les Etats hindous et le gouvernement anglais en ce qui concerne les finances, la justice, l'ordre public.

Un bourgeois hindou, H. N. Kunzur, écrit après la Conférence : « Si le vice-roi a le droit d'exercer des pouvoirs spéciaux, dont il serait le seul juge, pour assurer le maintien de l'ordre, la violation de la loi, et s'il peut prendre des mesures financières sous le prétexte que celles proposées par le ministre des finances, responsable devant l'Assemblée, sont susceptibles de compromettre le crédit de l'Inde, alors il sera difficile d'empêcher l'opinion publique indienne de se déclarer contre le projet de la Table Ronde ».

La bourgeoisie nationaliste qui réclame l'indépendance de l'Inde, n'a pas participé à la Table Ronde. Elle est mécontente des compromis, même révolutionnaires, mais elle réclame dans le sang les révoltes prolétariennes. Elle veut ainsi supprimer la base de la révolution, bourgeoisie elle-même.

« La bourgeoisie hindoue ne pourra être accomplie que grâce à la lutte acharnée des masses travaillistes revendiquant la liberté politique et économique de leur sort économique. Mais par cette lutte même, la révolution entraîne et déborde la révolution nationale ; le renouveau du partage des terres, l'abolition de l'exploitation capitaliste et du salariat ; il se dirige vers la révolution prolétarienne. Ecraser la révolution prolétarienne cela revient à empêcher la révolution bourgeoise elle-même — comme la défaite de la révolution en Chine l'a prouvé ».

C'est pourquoi le sort de la révolution dépend maintenant de la conduite de la lutte par le parti communiste. L'opposition de gauche à la bourgeoisie anglaise et à la bourgeoisie nationale de l'Inde, la discussion de la plate-forme, en assimilant les dures expériences de la révolution chinoise, réclament l'I. C. a esquissé une organisation et un programme pour le P. C. Nous l'examinerons ensuite.

Les méthodes staliniennes et la C. G. T. Italienne

Le dernier numéro de la *Bataglia Sindacale*, organe qui devrait appartenir à la C.G.T. Italienne, publie quelques lignes pour commémorer un camarade Blasco, que sa lettre a été jetée au panier.

Pour éclairer les camarades à ce sujet et pour donner encore un exemple des méthodes que les bureaucrates soi-disant communistes emploient au sein des organisations syndicales, nous publions ci-dessous la lettre « jetée au panier » que le camarade Blasco avait adressée à la *Bataglia Sindacale* au mois de septembre, après la partition, dans ses colonnes, du compte rendu de la III^e conférence de la C.G.T. Italienne.

Cet exemple est vraiment typique : il démontre à la fois où est redéfini aujourd'hui la démocratie ouvrière même au sein des syndicats dirigés par des bureaucrates imposés par les cliques staliniennes, et il démontre aussi la légèreté et l'inconscience avec laquelle les mêmes bureaucrates jouent sur le dos des organisations révolutionnaires.

Il faut reconnaître du reste que c'est le seul moyen qui leur reste pour se maintenir au pouvoir. Tout le monde connaît, désormais, assez bien la faillite politique et morale des Di Vittorio (Nicoletti), des Mario Montagnana (Pietrini) et des parasites semblables du mouvement révolutionnaire italien et international. Au sein d'une organisation ayant la possibilité de décider elle-même de sa destinée, ils seraient balayés en quelques minutes, ce dont ils ont entière conscience. C'est pourquoi ils font double jeu : d'un côté ils profitent de l'inexistence de toute organisation de base pour faire entendre à la base toutes leurs héliques et fantaisies bureaucratiques ; de l'autre ils courent cyniquement la voix aux camarades qui ont leur mot à dire, ils ont transformé, de la sorte, l'organe de direction de la C.G.T. Italienne en un mandarinat qui n'a aucune liaison politique ou morale avec la C.G.T. elle-même, et dont la fonction est de stériliser toute poussée de la classe ouvrière vers son organisation de classe et pour la lutte contre le fascisme.

Mais ce jeu ne durera pas longtemps. La classe ouvrière d'Italie trouvera le chemin de sa réorganisation et de sa lutte en dépit et contre les mandarins — réformistes avérés tels que Buozzi, ou réformistes soi-disant communistes, tels que Di Vittorio et Montagnana — qui ont ouvert à sa porte. Et ce jour-là, ce ne sera pas seulement les papiers, mais ce seront les mandarins eux-mêmes qui seront jetés au panier par la classe ouvrière.

Les procédés susdits consistent à faire passer les mandats des mandarins confédéraux devant les camarades ouvriers, à faire passer les mandats des camarades ouvriers devant les mandarins confédéraux, et à faire passer les mandats des camarades ouvriers devant les mandarins confédéraux, et à faire passer les mandats des camarades ouvriers devant les mandarins confédéraux, etc.

Ces procédés consistent encore à faire passer les mandats des camarades ouvriers devant les mandarins confédéraux, et à faire passer les mandats des camarades ouvriers devant les mandarins confédéraux, etc.

C'est pourquoi le sort de la révolution dépend maintenant de la conduite de la lutte par le parti communiste. L'opposition de gauche à la bourgeoisie anglaise et à la bourgeoisie nationale de l'Inde, la discussion de la plate-forme, en assimilant les dures expériences de la révolution chinoise, réclament l'I. C. a esquissé une organisation et un programme pour le P. C. Nous l'examinerons ensuite.

La Situation aux Indes (suite)

« Les Etats-Unis d'Europe constituent avant tout une forme, l'unique forme que l'on puisse concevoir de la dictature du prolétariat européen. » (Trotsky, « L'Internationale Communiste », 1917, p. 185.)

« Les Etats-Unis d'Europe constituent avant tout une forme, l'unique forme que l'on puisse concevoir de la dictature du prolétariat européen. » (Trotsky, « L'Internationale Communiste », 1917, p. 185.)

« Les Etats-Unis d'Europe constituent avant tout une forme, l'unique forme que l'on puisse concevoir de la dictature du prolétariat européen. » (Trotsky, « L'Internationale Communiste », 1917, p. 185.)

La Situation aux Indes (suite)

« Les Etats-Unis d'Europe constituent avant tout une forme, l'unique forme que l'on puisse concevoir de la dictature du prolétariat européen. » (Trotsky, « L'Internationale Communiste », 1917, p. 185.)

« Les Etats-Unis d'Europe constituent avant tout une forme, l'unique forme que l'on puisse concevoir de la dictature du prolétariat européen. » (Trotsky, « L'Internationale Communiste », 1917, p. 185.)

« Les Etats-Unis d'Europe constituent avant tout une forme, l'unique forme que l'on puisse concevoir de la dictature du prolétariat européen. » (Trotsky, « L'Internationale Communiste », 1917, p. 185.)

Voici la lettre de Blasco :

« J'ai lu dans les colonnes, le compte rendu de la 3^e conférence de la C.G.T. d'Italie. Je n'en ai pas, pour le moment, dans l'examen des décisions politiques de ladite conférence pour voir dans quelle mesure elles ne correspondent pas aux intérêts du prolétariat italien et comment, au contraire, elles ne sont qu'une nouvelle manifestation du maximalisme vide et démagogique qui s'est emparé — de la façon déjà connue — de la C.G.T. Italienne. Je me limiterai donc à quelques remarques. I. — Tandis que le « socialist », en tant que membre du Comité directeur confédéral, aurait dû participer de droit à la conférence, la conférence même a été décidée, préparée et convoquée sans que l'en eût informé d'une manière quelconque. II. — Après m'avoir caché la convocation de la conférence, et après avoir sciemment falsifié les positions politiques et d'organisation défendues par moi et par les camarades de l'opposition, on a fait promettre à la conférence composée de cette délégalion prolétarienne, et de quelques camarades inscrits au parti et liés par la discipline de celui-ci la décision de m'exclure du Comité directeur confédéral dont j'étais membre depuis la conférence qui s'est tenue à Milan le 20 février 1927. III. — La dite III^e conférence a décidé d'envoyer une délégation au V^e congrès de l'I. S. R., ce qui est à très bien fait. Mais il fut décidé aussi que cette délégation serait dirigée — et c'est une honte pour le prolétariat italien — par Di Vittorio et Mario Montagnana, deux opportunistes et arrivistes notoires. Cette façon de procéder, de la part des initiateurs de la conférence, confirme en premier lieu ce que l'opposition a déjà démontré, c'est-à-dire que de la part des bureaucrates opportunistes qui ont été arbitrairement imposés au sein de la C.G.T. d'Italie, la démocratie syndicale n'est pas réalisable à la vie et au développement du principal organisme unitaire du prolétariat italien, vient d'être une fois de plus cyniquement piétiné. Ces bureaucrates opportunistes, pour leur besoin de fraction, considèrent comme des chiffons de papier les statuts et les règles qui président au fonctionnement de la C.G.T. Italienne. Avec des procédés qui n'ont guère besoin d'être qualifiés, les bureaucrates modifient arbitrairement les statuts, les règles, les mandats pour leur compte les organes dirigeants confédéraux élus régulièrement, sans aucun contrôle, et convoquent des soi-disant conférences pour qu'ils sanctionnent leurs sottises. De cette façon, au lieu de corriger, on continue et on aggrave l'application des méthodes, récemment inaugurées aussi vis-à-vis de la C. G. T. Italienne, par les bureaucrates qui composent le B. P. du P. C. I. Les procédés susdits consistent à faire passer les mandats des mandarins confédéraux devant les camarades ouvriers, à faire passer les mandats des camarades ouvriers devant les mandarins confédéraux, et à faire passer les mandats des camarades ouvriers devant les mandarins confédéraux, etc.

L. Trotsky

Etats-Unis Soviétiques d'Europe

« Au moment où la presse bourgeoise et réformiste cherche à dupier les ouvriers avec l'utopie d'une Europe capitaliste et au moment où le Parti communiste et l'Humanité se contentent d'affirmations générales, nous publions le chapitre de la « critique du projet de programme de l'I. C. » (I), concernant le mot d'ordre des Etats-Unis soviétiques d'Europe, que le programme adopté par le VI^e Congrès a ignoré, et qui fut pourtant proclamé en cette circonstance. »

LE MOT D'ORDRE DES ETATS-UNIS SOVIETIQUES D'EUROPE

Il ne peut justifier la suppression, dans le nouveau projet de programme, du mot d'ordre des Etats-Unis Soviétiques d'Europe, qui avait déjà été accepté par l'Internationale Communiste en 1923, après une assez longue lutte acharnée. On bien peut-être justifié dans cette question-là les auteurs voulent-ils en revenir à l'attitude de Lénine en 1915 ? Mais pour cela il faut bien la comprendre. L'attitude de Lénine à la première période de la guerre, Lénine hésita au sujet de ce mot d'ordre. Il fut tout d'abord introduit dans les thèses du Social-Démocrate, l'organe central du Parti de l'époque, ensuite le mot d'ordre fut adopté par le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste. Cela seul montre qu'il ne s'agissait pas de le repousser en général pour des raisons de principes ; mais il fallait le juger strictement au point de vue tactique, en peser les côtés positifs et négatifs en l'évoquant sous l'angle de l'époque donnée. Il est superflu de dire que Lénine n'admettait pas que les Etats-Unis d'Europe capitaliste puissent être réalisés. En 1915, Lénine avait le mot d'ordre des Etats-Unis soviétiques d'Europe. Par la même Union économique de l'Europe prolétarienne d'énormes avantages à produire et au consommateur, ainsi qu'un général à tout le développement de la culture, devient la tâche révolutionnaire du prolétariat européen. Par la même Union économique internationale et son instrument le militarisme. (Trotsky, Programme de la paix, vol. III, 2^e partie, p. 85.)

Il est plus loin :

« Les Etats-Unis d'Europe constituent avant tout une forme, l'unique forme que l'on puisse concevoir de la dictature du prolétariat européen. » (Trotsky, « L'Internationale Communiste », 1917, p. 185.)

« Les Etats-Unis d'Europe constituent avant tout une forme, l'unique forme que l'on puisse concevoir de la dictature du prolétariat européen. » (Trotsky, « L'Internationale Communiste », 1917, p. 185.)

« Les Etats-Unis d'Europe constituent avant tout une forme, l'unique forme que l'on puisse concevoir de la dictature du prolétariat européen. » (Trotsky, « L'Internationale Communiste », 1917, p. 185.)

Notre presse Internationale

Le Bulletin Internationale

Le numéro 3 du « Bulletin International de l'Opposition Communiste de Gauche » vient de paraître.

Au sommaire : Des problèmes nouveaux. — Chine. — Au groupe ouvrier marxiste « Osvojdjenie » (L. Trotsky). — France. — Allemagne.

Discussion : Résolution de la fraction de gauche italienne.

Hongrie. — Grèce. — Mexique. — Autriche. — Groupe « Mahru » (J. Frankel). — Résolution du S. I.

BELGIQUE

La voix Communiste

Nous camarades de Charleroi, après avoir rompu avec ceux qui menaient l'opposition dans la voie d'un second parti, se sont mis vaillamment au travail. Déjà ils assurent la publication d'un organe bi-mensuel, *La Voix Communiste*, dont le numéro 2 vient de paraître. Nous adressons à nos camarades de Belgique le salut de *La Vérité* et de la Ligue communiste ; nous ne doutons pas, connaissant l'activité de nos camarades qu'ils sauront rapidement sur tout le territoire belge rendre à l'opposition sa vraie figure, regrouper des forces et mener le combat communiste. — La Rédaction.

Clarté

Le n° 8 de « KLOKKHEIT » (Clarté), organe de langue juive de l'opposition, est paru.

Parti-Jeunesses-Ligue

L'INFLUENCE DU PARTI Sur trois échecs électoraux

Ces deux dernières semaines, notre Parti tient d'essuyer trois échecs électoraux qui méritent commentaires.

Voyons les chiffres :

Elections Saint-Victor : 1929 : 850 voix ; 1930 : 350 voix — 1930 second tour : 210 voix.

Soit une perte de 500 voix de 29 à 30. Voix qui pour le plus grand nombre sont allées rejoindre de nombreux abstentionnistes. Notons aussi qu'au second tour 50 % des ouvriers ont porté leur voix à un peu ragoutant homme de gauche, le faisant ainsi bénéficier du « préjugé favorable », et démontrant qu'il nous reste beaucoup à faire pour enraciner dans la classe ouvrière le sens du mot d'ordre électoral : « classe contre classe ».

Passons aux élections du Puy-de-Dôme : P. C. 1928 : 343 voix ; P. C. 1931 : 116 voix. Perte : 50 %. Quant à la S.F.I.O., le chiffre de leurs voix fait un bond de 516 en 1928 à 2.852 dû à l'apport des voix radicales.

Terminons par le résultat de Céret : P. C. 1928 : 2.103 ; 1931 : 1.551. Perte : 30 %. La S.F.I.O. là aussi fait un bond. Voici qui donne tout son sens aux paroles de nos laches bureaucratiques :

« La politique était juste... seule l'application... » Par de telles sottises qui montrent leur pleureuse foi entendue avant tout masquer la trame de toutes leurs erreurs, par là même toute la justesse des critiques et appréciations de l'O. G. durant cette même période.

Ces résultats électoraux, examinés brièvement ici, ce sont quelques points de plus de la ligne de recul de notre influence.

Le Parti tout entier est placé devant ce problème, au moment où une crise grave rend les conditions objectives favorables à la pénétration de sa propagande.

Pour le résoudre, il ne suffira pas de répondre « Bullier ! ou « Talbot ! », de tels sophismes ne pourront rien, les militants du Parti, doivent se concentrer, se rassembler autour de l'O. G., et engager la campagne de rénovation de notre Parti, campagne systématique pour l'élaboration de la plateforme du Parti, pour un Congrès par Région, puis un Congrès National. Si les membres du Parti ne s'engagent pas dans cette voie, les échecs que nous mesurons aujourd'hui à quelques résultats électoraux, se mesureront demain en France, comme dans beaucoup d'autres sections de l'I. C., par le sang de l'élite prolétarienne.

Ceux qui ont la légèreté de ne pas le comprendre, trahissent la « défense de l'I.U.P.S.S. » malgré tous leurs démentis.

Mener une politique qui rapproche du réformisme des milliers d'ouvriers, c'est trahir la défense de l'I.U.P.S.S.

LIVRES

André Nin : LES DIGTATURES DE NOTRE TEMPS (Editions Hoy, Madrid).

L'humanité du 26 courant annonce que elle ne résoud pas les contradictions internes prisons espagnoles et dans la liste des emprisonnés, elle cite « l'écrivain communiste A. Nin ». Comment peut-elle concilier cela avec l'expulsion du territoire soviétique du « contre-révolutionnaire » A. Nin ?

Notre camarade Nin vient de faire paraître la traduction espagnole de son livre, déjà paru en catalan, sur Les dictatures de notre temps.

La bureaucratie stalinienne s'est montrée incapable d'oublier en Espagne une tactique marxiste de lutte. On se souvient des dégoûtantes déclarations faites par Dimitroff au mois de février 1930 sur la situation en Espagne. Manouïlsky écrivait que : « une grève partielle peut avoir pour la classe ouvrière internationale une importance plus suggestive qu'une telle « révolution » genre espagnole qui s'accomplit sans que le P. C. et le prolétariat y exercent leur rôle dirigeant ».

Dans son livre, le camarade Nin apporte une première et importante contribution à l'élaboration de la plateforme du communisme espagnol, plaçant tout d'abord le livre de Camilo, chef de la bourgeoisie catalane, sur Les dictatures. Nin examine successivement les caractéristiques de notre époque, l'évolution du capital et la lutte internationale de la classe ouvrière dans les métropoles et les colonies. Ensuite, il explique ce que signifie la crise de la démocratie bourgeoise, ainsi que la dictature fasciste et la dictature prolétarienne. Il expose comment la crise de la démocratie bourgeoise dans la période d'après-guerre engendre les formes fascistes de la domination bourgeoise, qui ne laisse place qu'à l'ère alternative : la dictature prolétarienne.

« Nous concluons du livre : « La dictature extra-légale est une méthode à laquelle a recouru la bourgeoisie, quand le régime démocratique se montre incapable de contenir l'avance du mouvement révolutionnaire du prolétariat. Momentanément elle peut obtenir, et elle obtient généralement, des résultats positifs. Mais elle ne résout pas les contradictions internes qui ruinent le capitalisme, montrent ainsi clairement aux classes travailleuses la seule perspective de la bourgeoisie est de faire durer sa domination, et les incite à la fin à la lutte directe contre ce système pour leur libération définitive, en un mot, à la lutte contre la dictature bourgeoise sous toutes ses formes. La chute de la dictature aggrave la crise du régime, qui jouit sa dernière carte avec ce système, et accélère le processus révolutionnaire. Ce processus peut être momentanément freiné, mais non définitivement arrêté. La chute des dictatures bourgeoises extra-légales ouvre une période d'instabilité et d'effritement. Durant cette période, la bourgeoisie défend furieusement ses intérêts en usant de tous les moyens ; elle essaie de rétablir la dictature extra-légale dans la mesure où c'est possible, et hâte l'utilisation des éléments social-démocrates comme instrument direct de répression du mouvement révolutionnaire. La lutte sera dure, cruelle, épuisante. Mais le capitalisme qui a accompli sa mission historique sera infailliblement vaincu et son successeur, le prolétariat, détruira toutes les formes de la société bourgeoise, établira sa dictature, point de départ de la suppression des classes, de l'instauration du socialisme et de la libération de l'humanité. »

Fraction des métaux

Samedi 24 janvier était convoquée une conférence des délégués des cellules d'usines métallurgiques et des secrétaires des comités inter et de sections locales.

On doit observer avec attention les efforts de redressement, bien ou mal orientés, que la Direction des Métaux de la R.P. tente d'imprimer à son travail. D'ailleurs, la présence d'environ 90 délégués à cette conférence est importante si l'on veut bien noter que le Syndicat des Métaux a tout juste 3.000 cotisants.

Le secrétaire Costes développa le rapport édité par le secrétariat à cette occasion. Il s'attache à faire la preuve de la « nécessité de la lutte en période de crise ». Ne serait-ce pas les militants du Parti qui auraient actuellement besoin d'être persuadés de la nécessité de l'organisation de cette lutte de masse ?

La plate-forme revendicative contient l'essentiel des revendications que la situation nous commande de préconiser. Mais elle est présentée d'une manière très confuse. Le point principal : lutte contre les diminutions de salaires, n'est pas mis en vedette et risque de ne pas être souligné avec assez de force dans l'extériorisation de cette plate-forme. Les « véritables assurances sociales » ne pouvaient manquer d'être inscrites sur cette plate-forme. Un seul délégué intervint très brièvement contre. Il essaya une longue justification de Celor qui tenta de montrer la « profondeur » d'un tel mot d'ordre utopique. Il faut noter de nombreuses interventions sur différents points (25 à 30). La continuation dut être remise à huitaine vu l'importance de la discussion.

La Direction des Métaux essaye d'orienter les efforts de tous les camarades métalliers vers un travail de masse dans les usines pour nous faire reconquérir la classe ouvrière, mais elle présente ses méthodes trop confuses. Ce qui en tous temps aurait des inconvénients, mais qui, aujourd'hui et à la suite des nombreuses erreurs commises dans le domaine syndical, présente un très grave danger. Les questions des journaux syndicaux d'usines, des cahiers de revendications, des élections de délégués d'équipes risquent fort de rester inappliquées parce que totalement incompréhensibles.

On ne manqua pas de le voir lorsque vint en discussion les propositions concernant la journée internationale de chômage fixée au 25 février.

Les Métaux, à cette occasion, veulent brusquer la nomination des délégués d'équipes dans les usines et lancer le mot d'ordre de la grève sur le tas.

Deux tendances se firent jour à ce sujet. D'une part, celle des véritables métalliers, délégués de leurs usines qui tous expriment l'impossibilité de réaliser de tels objectifs en un délai aussi réduit et soulignent les dangers d'un travail superficiel pour la conquête des masses. D'autre part, la tendance bureaucratique des secrétaires de comités inter ou de sections locales qui affirment leur conviction de pouvoir soulever un mouvement de masse le 25 février. Notre proposition doit être catégorique à ce sujet. Nous devons tenir sérieusement compte de l'avis des militants de base dont l'activité est limitée par la faible rythme de la croissance de notre influence sur la masse et nous opposer à l'appel du secrétariat. Nous proposons l'édition de journaux d'usines popularisant notre plate-forme sur le chômage : assurance chômage de 18 fr. par jour, lutte contre les diminutions de salaires et pour la journée de 7 heures, lutte contre le courant xénophobe, et la convocation de meetings locaux pour lesquels des appels seront faits dans les usines (tracts, papillons). Vouloir dépasser ce stade sera reproduire les erreurs passées. N'oublions pas que notre tactique n'est pas seulement conditionnée par l'analyse de la situation économique et des forces contre-révolutionnaires, mais encore par la somme des fautes syndicales qui nous ont fait perdre l'oreille des métalliers.

Le redressement dans les métaux pour la conquête de la majorité des 300.000 métalliers est actuellement un travail ardu. Il faut lutter contre l'esprit bureaucratique des divers secrétaires qui reproduisent mot à mot sans aucune recherche d'adaptation le plan de travail du Conseil Syndical. Il faut aussi essayer d'élever l'esprit des délégués d'usines à une vue d'ensemble plus large du mouvement des métaux afin qu'ils coordonnent leurs luttes et joignent leurs efforts. L'école « élémentaire » des métaux nous fera-t-elle avancer dans ce but ? Cela dépend essentiellement du contenu des cours et de la participation de nombreux camarades d'usines à cette école.

LE METALLO.

Après Bullier

Pour commémorer Lénine, Liebknecht et Rosa Luxembourg, ainsi que la libération de Marty et Duclos, le Parti avait convié samedi les ouvriers à un vaste meeting.

Le meeting fut un succès. 6 à 8.000 camarades y vinrent, ce qui représente une belle salle. Cela prouve que le Parti communiste peut retrouver le chemin de la sympathie des grandes masses, qu'il a en partie perdues dans les dernières années.

Mais nous devons noter que les discours des orateurs furent très faibles, et que l'enthousiasme des assistants était moyen. Toute la sympathie allait à Marty. On sentait que les prolétaires étaient venus pour protester contre la répression, pour réclamer l'amnistie. Mais les discours de Thorez, Doriot, Cachin, ne suscitèrent guère d'enthousiasme. Thorez prétendit faire le tableau de la situation économique et politique, et il répéta ce que l'Humanité écrit tous les jours sur la crise et ses conséquences. Malheureusement, il n'apporta aucune précision, et les auditeurs ne purent pas apprendre grand-chose.

L'intervention de Doriot sur la question indochinoise fut lamentable. Il se borna à répéter des phrases creuses sur les millions de prolétaires d'Asie, et leur exploitation. Rien sur les perspectives de la Révolution, rien pour son soutien effectif. Quant à Cachin, qu'on entendit après Coutheillas, il jeta quelques phrases sentimentales sur Lénine, Rosa, « artiste jusqu'au bout des ongles, technicienne de l'économie », Liebknecht.

Ce meeting a montré, une fois de plus, que le parti, avec une politique vigoureuse et juste peut être redressé. Mais il faut changer le fond de la ligne politique. Lors-que les leaders du parti font des discours, et qu'il ne reste rien après, c'est mauvais signe. Il faut rendre au parti les perspectives claires et justes qui lui manquent.

DANS LA L. C. (OPPOSITION) DECLARATION de la Commission Exécutive

La Ligue Communiste (opposition) a traversé depuis quelques mois une crise qui a entravé son développement. Les divergences ont porté tant sur des questions politiques (tournant du Parti, action syndicale) que sur les méthodes de travail. A la suite de diverses tentatives qui ont échoué, l'Assemblée générale de la Région parisienne, a mis fin, le 21 janvier dernier, à une situation où il n'y avait pas de majorité stable dans la L. C., c'est-à-dire pas de direction de la Ligue, en nommant une nouvelle C. E.

Le vote de la Région parisienne signifie non seulement la fin d'une situation anormale, mais aussi la nécessité d'une lutte politique ouverte contre certaines tendances qui se sont manifestées surtout dans la question syndicale, s'opposant dans les faits à la conception marxiste des rapports entre Parti et Syndicats, en donnant à la L.C. un rôle solviste dans l'O. U.

Le vote de la Région parisienne signifie également la nécessité de mettre fin à la confusion qui existait dans notre politique vis-à-vis du Parti (comme aussi dans les autres domaines), politique qui ne nous a pas permis de jouer notre rôle de fraction et d'influencer le Parti comme le permettait et le permet encore la situation du Parti lui-même.

L'insuffisance de la L. C. s'est manifestée aussi par une vie internationale faible. La L. C. souffre d'un mal du P. C. français, dont elle est issue. La C. E., par un travail méthodique, s'efforcera de remédier aux insuffisances ; elle donnera son appui le plus complet au Secrétariat international.

Le vote de la Région parisienne n'épuise nullement toutes les questions ; au contraire, toute une série de problèmes sont à l'ordre du jour. C'est pourquoi la préparation de la Conférence nationale de la L. C. est une tâche importante, essentielle, de la C. E. La Conférence nationale aura aussi à discuter les questions sur lesquelles ont porté les divergences, « pour servir à l'édification des camarades » ainsi qu'il est dit dans la résolution votée par l'Assemblée générale. Le vote signifie que la L. C. n'est pas un cercle d'éducation, mais une organisation de combat, qui a une politique. La C. E. DIRIGERA la Ligue jusqu'à la Conférence nationale, c'est-à-dire qu'elle déterminera sa politique ; son rôle n'est pas d'être un organisme neutre, au-dessus des tendances.

La préparation dans ce sens de la Conférence nationale comporte naturellement la discussion la plus large, où toute opinion, tout point de vue, toute thèse, seront portés à la connaissance de tous les membres de la Ligue. La C. E. fait appel à tous les camarades pour préparer dès maintenant des matériaux pour discussion.

La situation actuelle est pleine de difficultés. Le Parti a devant lui des tâches énormes ; la nécessité de le redresser pose, par suite, à la L. C. des tâches considérables, incomparablement plus grandes que ses forces.

La C. E. travaillera à modifier la disproportion entre nos tâches et nos possibilités actuelles. En donnant une impulsion vigoureuse, en persévérant de façon acharnée, la C. E. a la volonté de faire de la L. C. l'organisation disciplinée, cohérente, puissante, capable de remplir la tâche de redressement qu'elle s'est fixée.

La C. E. compte sur TOUS les camarades de la L. C. pour participer activement au travail qu'elle reprend. La C. E. fait appel aussi à tous les camarades qui ne sont pas membres de la L. C. et qui ont des sympathies pour la « Vérité ».

La C. E. s'engage dans son travail avec la certitude que l'opposition internationale l'appuiera et la guide. Notre camarade Trotsky écrit, dans un article publié par la « Vérité », le 5 décembre dernier : « Devant l'opposition de gauche se présentent de grandes tâches. Des succès certains l'attendent. Que lui faut-il pour cela ? Rien que RESTER FIDÈLE A ELLE-MEME. »

C'est dans cette voie que la C. E. a conscience d'engager la Ligue Communiste.

LA COMMISSION EXECUTIVE DE LA L. C.

**SUR UNE REUNION
REMISE, A SAINT-VICTOR**

La Ligue Communiste avait organisé le mercredi 28, rue Linné, une réunion sur ce sujet :

« Pour tirer les enseignements nécessaires de l'élection de Saint-Victor. »

Pour examiner les moyens d'augmenter l'influence de notre Parti dans la classe ouvrière. »

Après un début de propagande pour cette réunion, le Parti ayant organisé, dans le 13^e arrondissement, un meeting avec André Marty, pour la défense de l'Union Soviétique, la C. E. de la Ligue a immédiatement décidé de reporter une date ultérieure la réunion organisée par elle ; les raisons en sont fort compréhensibles pour qui connaît notre position sur ce point. Pour la défense de l'U. R. S. S., aux côtés du Parti, participation à ses campagnes et meetings.

Une permanence a été tenue, sur le lieu de la réunion remise, pour engager les auditeurs à se rendre au meeting du 13^e et les camarades de la R. P. de la Ligue ont participé au meeting du Parti.

Le C. R.

Tous nos camarades doivent envoyer la copie pour le journal à la Rédaction : 45 boulevard de la Villette, pour le dimanche ou lundi dernier délai.

Le Gérant : P. FRANK.

Imprimerie Centrale de la Bourse, 117, rue Réaumur, Paris.

Encore "Monde"

Un des derniers numéros de Monde consacre une page à sur la mort d'un militaire qui est une singulière façon de lutter contre la guerre passée et celle qui vient !

Entre Léon Werth qui veut prouver que Joffre n'a jamais été appelé « grand-père » par les soldats et Henri Barbusse qui critique la valeur militaire du soldat « ni aussi bavard, ni aussi remuant, ni aussi méchant que Foch », le triste clovén A. Dunois tient à rétablir « un point d'histoire ».

Il ne s'agit de rien moins que démontrer que Joffre, loin d'avoir voulu défendre Paris, sur la Marne, s'y opposa « jusqu'au dernier moment (ou presque) » ; or, c'est d'abord, suivant M. Dunois, Edouard Vaillant, qui demanda qu'on défende Paris, puis ensuite Jules Guesde... « Ce n'est pas au Conseil des Ministres que cette résistance s'est produite : c'est au groupe socialiste parlementaire, salle du quatrième bureau, dans les tous derniers jours du mois d'août. »

Que M. Dunois soit heureux de rappeler que le groupe socialiste parlementaire « a sauvé la France » ! qu'il désire rappeler que « le vieux Vaillant » prédisait « la bataille dans Paris comme sous la commune... » et que « peut-être cela finira-t-il par une exécution militaire comme celle dont Brunswick, en 92, menaçait déjà les Parisiens. Mais Paris et la France seront sauvés d'un éternel déshonneur ! » cela ne put ni nous surprendre, ni nous étonner, mais cela doit nous indigner ainsi que tous les communistes qui se souviennent encore de la position de Lénine et Trotsky face à la guerre impérialiste.

« L'émotion fut profonde » ajoute encore M. Dunois... « Tu parles ! »

Ce qui devrait étonner et surprendre les camarades du Parti, c'est que M. Dunois (membre du parti S.F.I.O.) puisse y aller de son petit couplet patriotard dans un journal dirigé par un membre du parti communiste, sans que personne ne s'indigne, ni dans Monde, ni ailleurs, et que Henri Barbusse accepte de cotoyer et s'accommode à A. Dunois dans la même page du même organe.

Qui, dans la cellule à laquelle doit appartenir Henri Barbusse (hum !) voudra lui poser la question ?

Pour nous, nous voulons non pas demander à Barbusse les explications qu'il ne nous fournirait pas, mais demander à chaque membre de notre Parti :

« Que faut-il penser du front unique Werth-Dunois-Barbusse, « sur la mort d'un militaire » ? »

Que devient le mot d'ordre si clair et si juste de « transformation de la guerre impérialiste en guerre civile » lorsqu'on s'attarde, au sujet de la mort (dans son lit) d'un maréchal exécuté des hautes œuvres impérialistes, à écrire que ce ne fut ni un grand père, ni un guerrier de valeur ? Ne faut-il pas répéter ce mot d'ordre, chaque fois qu'un bon escient on peut le faire, pour que les masses s'en pénètrent ?

« Pour aller un peu plus loin sur cette question, comment se fait-il qu'on vante avec insistance, le journal Monde, au cinéma Bellevillois, par exemple, alors que La Vérité (qui n'a point de collaborateurs comme Dunois, Delais et autres) est considérée comme un journal contre-révolutionnaire, à la solde de l'impérialisme ? »

« Qu'en pensez-vous, camarades du Parti ? »

Posez-vous la question dans vos cellules ? Vous contenteriez-vous des explications d'équilibristes sur le « contrôle » de Monde par la direction du parti, et de prestidigitateurs sur La Vérité hebdomadaire communiste ?

F. & Rayon.

A PROPOS D'UNE « EPURATION » La vie du parti dans l'Allier

« Le Parti s'épure », béclent les moutons de la presse officielle du Parti. Tristes moutons qui font les fiers à bras dans l'organe régional des bureaucraties de Bourges, mais qui, dans l'infinité de l'ouïe, ne peut dire pleurnichant : « Ce n'est pas notre faute, il ne faut pas nous en vouloir. »

Pouvait-on faire autrement ? (sic) quand il leur faut s'expliquer devant les ouvriers sur l'exclusion de notre camarade Tournad. Pendant ce temps, dans un article de l'« Emaucipateur » du 10 janvier dernier, le Comité fantôme du rayon de Moulins déclare mettre notre camarade dans le « même sac que les policiers bourgeois ». Hierocrisie ou inconscience ? On hésite à se prononcer devant un tel amas de stupidités et de contradictions.

Voyons un peu les « arguments » invoqués contre notre camarade Tournad : « ... Tournad entre en étroites relations (3) avec un professeur trotskyste (4) exclu du parti dans la région parisienne, critique les militants du centre et cherche à désagréger dans les syndicats la majorité fidèle à la direction de la C. G. T. U. »

C'est un « mea culpa » que prononce, dans cette phrase, le Comité fantôme du rayon de Moulins. Tournad, à cet effet, est exclu sous l'accusation d'avoir « désagrégé les syndicats ». Calomnie monstrueuse que tous les militants ont jugée à sa valeur, calomnie que le nouveau secrétaire de l'U. L. n'a pas osé reprendre puisqu'il signale dans son rapport moral que les effectifs syndicaux n'ont pas baissé au cours de l'année dernière ; calomnie que les accusés lancés du Parti à Moulins ont, avec prudence, laissé tomber. Tournad, maintenant, n'est exclu que pour avoir « critiqué le centre » (ô tournant à centralisme démocratique, vous n'avez jamais pénétré dans notre ville du quinquième siècle !) et pour avoir « cherché à désagréger la majorité » confédérale, ce qui n'a rien de commun avec le fait d'avoir désagrégé les syndicats. Il est évident qu'au sein des syndicats qui doivent se gouverner démocratiquement comme ne le cessent de l'affirmer les majoritaires 100 %, toute tendance cherchée à battre la tendance adverse. C'est donc une critique de centralisme démocratique, vous n'avez jamais pénétré dans notre ville du quinquième siècle !

« On comprend pourquoi un Régénier tout se des déflections dans les rangs révolutionnaires. Tout ce qui affaiblit le Parti fait la joie des Régénier et Dormoy, et dans ce domaine la direction du Parti ne manque pas une occasion pour leur donner satisfaction. Je ne suis pas « fier » de la joie manifestée par la presse Régénier et de je n'en suis pas fier pour mon parti, car si elle est contente de ce que quelque chose va mal dans le Parti. »

Après cela, que reste-t-il des calomnies et accusations lancées par le Comité fantôme du rayon de Moulins pour discréditer un militant qui, depuis trente ans, est sur la brèche ? Il ne reste rien qu'un peu de discrédit jeté sur l'organisation du Parti, discrédit que ne répare pas le satisfecit accordé par le Comité à son secrétaire et dont nous en sommes sûrs, celui-ci a dû se trouver très gêné dans sa modestie.

Le Groupe de Moulins.

A Halluin AU SECOURS ROUGE

A partir de ce mois, la cotisation mensuelle sera augmentée de 0 fr. 50. Ainsi en a décidé le centre, sans tenir compte d'aucun avis de la base.

Les adhérents du S. R. I. doivent payer une augmentation de cotisation pour subvenir, dit-on, aux besoins des prisonniers (ce qui serait très bien mais en même temps on ajoute un fonctionnaire permanent pour le nord. Et les copains ont l'impression qu'ils doivent payer plus pour augmenter l'appareil.

Pour des raisons tout à fait sérieuses, la Section d'Halluin s'était élevée contre toute augmentation de la cotisation actuellement et avait chargé son délégué à la conférence de Somain d'intervenir en ce sens. Le délégué, un 200 %, ne fit pas et vota même l'augmentation de la cotisation.

Les adhérents sont très mécontents et menacent de quitter l'organisation. Nous conseillons fermement à ces camarades de ne pas accomplir ce geste. Qu'ils restent à l'organisation et qu'ils fréquentent à l'avenir plus nombreux et plus régulièrement les réunions pour pouvoir défendre plus efficacement leurs points de vue.

A L'ARAC

A peu près la même situation. Dans cette organisation, les camarades avaient également voté contre une augmentation de cotisation qui ne servirait qu'à renforcer un appareil qui ne peut plus vivre. A cause des pertes d'effectifs, causées par une politique erronée. Pour avoir des ressources, il faudrait une juste politique qui amènerait à notre organisation de nombreux anciens combattants. Dans cet esprit, une assemblée générale avait voté une résolution qui fut escamotée au con-

A Chaligny

On lit dans le dernier numéro de la « Lorraine » :

« Deux trotskystes de Paris ont pris la parole pour... tenez-vous bien — renforcer le Parti. »

Leur arrivée était annoncée par le journal La Vérité, un tract spécial, un long factum et des affiches. Malgré tout ce barrage et l'activité déployée par Paquet, chacun a constaté qu'ils n'ont pas mordu sur la masse des ouvriers, et le meeting du 18 janvier est un grand pas vers leur liquidation. La démagogie qu'ils déploient pour masquer leur capitulation n'a pas trompé les ouvriers qui ont manifesté leur sympathie profonde au Parti Communiste, en chantant avec ardeur l'Internationale, à la descente de tribune de notre camarade Midol, quand il termina sa réponse aux trotskystes.

La semaine prochaine, nous analyserons plus profondément leur position.

Enregistrons que les ouvriers ont compris instinctivement leur rôle, et maintenant ils sont jugés. »

Attendez donc cette analyse de la semaine prochaine, et enregistrons ces prévisions de liquidation proche... avec le sourire.

G. P.

grés régional, ainsi qu'au congrès national.

Démissionnaire de l'organisation n'est pas une solution. Il faut y rester pour défendre une politique juste.

Viennent de paraître, deux témoignages retentissants, deux documents d'une importance capitale :

LOUIS ROUBAUD

Viet-Nam

(la tragédie indochinoise)

La révolte annamite deviendra-t-elle révolution ?

Un livre d'actualité à la veille de l'Exposition Coloniale.

In-16 : 15 fr. (Pur fil : 40 fr.)

PIERRE DOMINIQUE

Oui, mais Moscou...

Le livre qu'il faut avoir à tout prix pour se tenir au courant de l'U. R. S. S.

« Un témoignage d'une importance et d'une objectivité rares. »

Les Nouvelles Littéraires.

In-16 : 15 fr. (Pur fil : 40 fr.)